

Ministère des Mines
et de la Géologie



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail-Justice-Solidarité

Plan de Développement du Secteur Minier

*Pour un secteur minier performant, catalyseur de la
transformation structurelle de l'économie pour un
développement durable*

- Novembre 2018 -

Ministère des Mines et de la Géologie
2018

Ce document est disponible sur les sites Web
du Gouvernement de la République de Guinée

www.gouvernement.gov.gn/

et

du Ministère des Mines et de la Géologie
de la République de Guinée

www.mines.gov.gn/

Table des matières

1. Introduction	1-1
2. Présentation du secteur minier	2-1
2.1. Cadre juridique.....	2-1
2.2. Cadre institutionnel	2-2
2.3. Potentiel en ressources minérales.....	2-2
2.4. Dynamique des investissements en cours	2-4
2.5. Artisanat minier	2-5
2.6. Contribution du secteur à l'économie nationale	2-5
2.7. Diagnostic général.....	2-7
3. Le PDSM et l'opérationnalisation de la Politique	3-1
3.1. Le modèle logique	3-2
3.2. La matrice des extrants et des activités (MEA).....	3-5
3.3. Cadre de mise en œuvre et de suivi-évaluation	3-15
3.3.1. Principaux acteurs.....	3-15
3.3.2. Suivi-évaluation du PDSM et reddition de compte.....	3-15

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 – Principaux textes déterminant le cadre juridique du secteur minier en Guinée</i>	<i>2-2</i>
<i>Tableau 2 – Contribution du secteur minier au développement économique de la Guinée.....</i>	<i>2-6</i>
<i>Tableau 3 – Éléments de diagnostic du secteur minier guinéen.....</i>	<i>2-7</i>
<i>Tableau 4 – Analyse FFOM du secteur minier guinéen réalisée par le MMG</i>	<i>2-9</i>
<i>Tableau 5 – Modèle logique de la Politique minière (partie haute)</i>	<i>3-1</i>
<i>Tableau 6 – Structure du modèle logique.....</i>	<i>3-3</i>
Tableau 7 – Matrice des extrants et des activités	3-6

Liste des figures

<i>Figure 1 – Évolution du volume de production/exportation de l'or brut (de 2010-2017)</i>	<i>2-5</i>
<i>Figure 2 – Documents d'orientation du secteur minier</i>	<i>2-10</i>
<i>Figure 3 – Articulation des composantes du modèle logique.....</i>	<i>3-2</i>

Liste des encadrés

<i>Encadré 1 – Le secteur minier et le PNDES</i>	<i>1-1</i>
<i>Encadré 2 – Le rôle du BSD dans le suivi-évaluation du PDSM.....</i>	<i>3-15</i>

Sigles

ADPA	Association des pays africains producteurs de diamants
BAFMP	Brigade anti-fraude des matières précieuses
BNE	Bureau national d'expertise du diamant, de l'or et des matières précieuses
BSD	Bureau de la stratégie et du développement
CNI	Communication Nationale Initiale de la République de Guinée
CPDM	Centre de promotion du développement minier
DNG	Direction nationale de la géologie
DNM	Direction nationale des mines
EIES	Étude d'impact environnemental et social
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
GAR	Gestion axée sur les résultats
GNF	Franc guinéen
IDMR	Initiative pour un développement minier responsable
IGF	<i>Intergovernmental Forum (on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development)</i>
IDH	Indice de développement humain
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAO	Plan d'action opérationnel
PDSM	Plan de développement du secteur minier
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PNDES	Plan national de développement économique et social
PSDM	Politique sectorielle de développement minier
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAP	Rapport annuel de performance
SNCPM	Service national de coordination des projets miniers
SOGUIPAMI	Société Guinéenne de Patrimoine Minier
SRCL	Service des relations communautaires et de développement du contenu local
TOFE	Tableau des opérations financières
VMA	Vision minière africaine

1. Introduction

La République de Guinée dispose d'un potentiel minier riche et varié réparti sur l'ensemble de son territoire (voir **carte 1**). La diversité de ce potentiel offre des opportunités d'investissement capables de soutenir une très forte croissance économique. Cependant, les ressources minérales étant pour l'instant peu connues et valorisées, leur contribution au soutien du décollage économique souhaité du pays et de son développement humain durable demeure relativement modique.

Plusieurs facteurs internes et externes concourent à cette situation, y compris le fait que jusqu'en 2015, le Ministère des Mines et de la Géologie (MMG) ne disposait toujours pas d'un véritable plan stratégique sectoriel de développement¹. C'est pour pallier cette situation que le ministère a entrepris de se doter d'un ensemble d'outils de planification stratégique et opérationnelle lui permettant de mieux organiser et gérer ses activités en fonction de sa mission et de ses obligations nationales à l'endroit de l'industrie extractive, certes, mais également de la société tout entière.

Le présent Plan de Développement du Secteur Minier (PDSM) fait partie de ces outils. S'inscrivant dans la foulée du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES 2016-2020), et en cohérence avec la nouvelle Politique sectorielle formulée dans la Déclaration de Politique Minière (DPM)², il propose des voies et moyens concrets pour matérialiser les grandes orientations et les axes stratégiques énoncés dans cette Politique *jusqu'à l'horizon 2025*.

Ces deux premiers outils sont conçus et développés en tenant compte des besoins nombreux et variés du secteur lui-même, mais aussi de la vision et de la planification du développement du pays, tous secteurs confondus, telles qu'exprimées dans le PNDES 2016-2020 qui, pour rappel, fait une large place au secteur minier dans les perspectives de développement de la Guinée (voir encadré 1). Il y voit une véritable locomotive capable de générer les retombées financières et sociales attendues d'une exploitation efficace, durable et responsable du potentiel minier et d'entraîner, ce faisant, une transformation structurelle de l'économie guinéenne.

Encadré 1 – Le secteur minier et le PNDES

Importance du secteur minier dans la vision que propose le PNDES

Fondements

«Le PNDES 2016-2020 repose sur les dispositions constitutionnelles qui organisent la gestion du développement, sur le projet de société que porte le Président de la République, sur les agendas internationaux de développement, sur la vision de la Guinée à l'horizon 2040, sur des principes directeurs et des valeurs devant guider l'action publique ».

Objectifs :

Le PNDES s'est fixé comme objectif global de «promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable».

¹ L'absence d'un « plan stratégique sectoriel » figure au premier rang des constats (points d'analyse) du rapport de l'Audit institutionnel du Ministère des Mines et de la Géologie, version préliminaire, réalisé en 2015.

² Ministère des Mines et de la Géologie, (2018). *Déclaration de Politique minière de la République de Guinée*, 15p.

Résultats

R1. « Le bien- être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est garantie »

R2. « La transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée ».

Stratégie globale

Par rapport au R1 : « Asseoir les bases institutionnelles solides [...] et développer le capital humain ».

Par rapport au R2 : (i) « Développer le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ; (ii) promouvoir une industrie manufacturière incorporée aux secteurs primaire et minier; (iii) intégrer le secteur minier au reste de l'économie, à travers la promotion de PME/PMI compétitives en matière de fourniture de biens et services domestiques aux mines, et l'investissement d'une proportion importante des recettes minières dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ».

Le PNDES doit, entre autres, servir à « impulser une dynamique de transformation de l'économie via le développement d'agropoles régionales basées sur les filières à forte valeur ajoutée et de pôles miniers compétitifs, composés d'industries extractives et de PME/PMI en amont et en aval de ces industries extractives. De plus, le PNDES visera à garantir l'équité intergénérationnelle à travers la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre les changements climatiques ».

Source : PNDES 2016-2020

En cohérence avec le PNDES, le PDSM couvre la *période 2016-2025*. Il développe de façon séquentielle les activités qui seront mises en œuvre pour l'atteinte des objectifs/résultats attendus du MMG conformément à la mission qui lui est assignée.

2. Présentation du secteur minier

La Guinée dispose de ressources minérales abondantes et diversifiées. Au plan économique, le potentiel qu'elle représente est encore peu valorisé. De plus, le secteur minier paraît déconnecté du reste de l'économie compte tenu, entre autres, du faible développement des chaînes de valeur tant en amont qu'en aval des activités d'exploration et d'extraction des minéraux. Du rapport ITIE 2016, il ressort que la contribution des revenus du secteur extractif dans le budget de l'Etat a été de 20,19% en 2016 tel qu'il ressort du TOFE totalisant ainsi un montant 2 320,00 milliards GNF. Selon les données ITIE, la contribution du secteur extractif est de 25,1% (incluant les sous-traitants miniers). En dépit de cet énorme potentiel minier qui la caractérise, l'Indice de Développement Humain (IDH) de la Guinée est encore faible et en deçà de la moyenne africaine³, une importante frange de la population vivant dans un dénuement total, et ce même dans les environs immédiats des différents sites miniers.

L'exploitation du potentiel minier pour le bénéfice de l'économie et des populations guinéennes a été longtemps freinée par d'importants obstacles dont : (i) des problèmes de gouvernance, qui se sont particulièrement manifestés au cours des années 2000 (PNUD, 2014), (ii) une situation politique à risque, notamment entre 2000 et 2010, (iii) un déficit chronique en infrastructures de transport et d'énergie, et (iv) un manque endémique de main d'œuvre locale qualifiée.

Depuis 2011, avec l'avènement d'un régime démocratique, la Guinée a entrepris de grandes réformes à plusieurs niveaux afin que la valorisation de ses ressources minérales réponde davantage aux aspirations de sa population et de la nation. Les réformes déjà engagées dans ce sens ont notamment conduit à l'adoption d'un nouveau Code minier (2011, amendé en 2013) et au renforcement de la transparence dans la gestion du secteur par la mise en place, en 2016, de l'Initiative pour un Développement Minier Responsable (IDMR). Il s'agit maintenant d'accélérer ces réformes, de concert avec l'ensemble des parties prenantes, en vue de partager une vision commune du développement du secteur et de mettre en œuvre les activités et actions qui permettront d'atteindre les résultats escomptés.

2.1. Cadre juridique

Le cadre juridique comprend un ensemble de textes législatifs et réglementaires nationaux, régionaux et internationaux que résume le **tableau 1**.

La gouvernance du secteur minier en Guinée est entièrement régie par le Code minier. Celui-ci est au cœur des réformes engagées par l'État pour que les « sociétés du secteur opèrent en Guinée sur une base solide, stable, transparente et équitable » (APIP, 2015). Le Code, conforme aux normes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), se veut attractif en accordant certains avantages fiscaux et douaniers aux sociétés minières. Toutefois, son plein respect requiert que tous les textes d'application soient promulgués, ce qui n'est pas encore le cas.

³ Selon le PNDES 2016-2020, « le Rapport mondial sur le développement humain de 2015, classe la Guinée au 182ème rang sur 188 pays, avec un IDH estimé à 0,411, contre un IDH moyen de 0,52 pour l'Afrique subsaharienne ».

Tableau 1 – Principaux textes déterminant le cadre juridique du secteur minier en Guinée

Niveau	Textes
National	<ul style="list-style-type: none"> Code minier 2011 (loi L/2011/006/CNT du 9 sept. 2011), amendé en 2013 (loi L/2013/No 053/ CNT du 8 avril 2013)
Régional	<ul style="list-style-type: none"> Directive n° C/DIR3/05/09 du 27 mai 2009 de la CEDEAO sur l’harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier Traité du 17 octobre 1993 relatif à l’harmonisation du droit des affaires en Afrique, ensemble des actes uniformes pris pour son application.
International	<ul style="list-style-type: none"> Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) – Adhésion en 2005 Réintégration en 2011, conformément aux dispositions du décret D/2012/014/PRG/SGG portant création, attribution et organisation de l’ITIE - Guinée Processus de Kimberley – La Guinée est devenue membre de l’Association des pays africains producteurs de diamants (ADPA) Vision Minière Africaine. La Guinée a adopté les principes du Régime Minier Africain en Février 2009.

2.2. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel du secteur minier s’articule autour du Ministère des Mines et de la Géologie qui a pour mission de concevoir, d’élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine des mines et de la géologie. L’organigramme du MMG, outre le Cabinet du Ministre comprend, entre autres :

Des services d’appui (Inspection générale ❖ Affaires juridiques ❖ Bureau de Stratégie et de Développement (BSD) ❖ Brigade Anti-Fraude des Matières Précieuses (BAFMP) ❖ Services de coopération et d’investissement dans le secteur minier ❖ Services des Relations Communautaires et de Développement du Contenu Local (SRCCL).

Deux directions nationales (Direction Nationale des Mines (DNM) ❖ Direction Nationale de la Géologie (DNG).

Trois services rattachés (Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM) ❖ Centre de Géophysique et de Sismologie ❖ Service National de Coordination des Projets Miniers (SNCPM).

Des établissements publics : Office National des Géo Services ❖ Bureau National d’Expertise du diamant, de l’or et des pierres semi précieuses (BNE) ❖ Laboratoire National de Géologie, SOGUIPAMI, ANAIM, Fonds d’Investissement Minier.

Outre le MMG, le secteur minier touche également de nombreuses parties prenantes dont plusieurs ministères, des entreprises privées, des organisations professionnelles, des artisans, des partenaires techniques et financiers et des organisations de la société civiles (ONG, syndicats, presse privée, patronat, etc.).

2.3. Potentiel en ressources minérales

La Guinée est reconnue mondialement pour la richesse minérale de son sol et de son sous-sol et en particulier pour ses réserves de bauxite, de fer, d’or et de diamant. Elle recèle également de nombreux autres minéraux encore peu valorisés.

La bauxite

L'importance de la bauxite guinéenne, sa qualité, sa facilité d'exploitation dépassent largement le seul cadre du territoire national. La Guinée possède plus du tiers des réserves mondiales (40 milliards de tonnes d'une teneur supérieure à 40 %).

Le minerai de fer

La Guinée détient les plus grands gisements inexploités de fer au monde (20 milliards de tonnes), avec un minerai de première qualité (teneur supérieure à 60%). Des projets d'envergure, avec une incidence sur l'économie africaine sont à l'étude et en attente d'une conjoncture internationale plus favorable.

Les gisements d'or

La Guinée possède d'importantes réserves en or dans le bassin Birrimien réparties dans les préfectures de Siguiri, Kouroussa, Mandiana, Dinguiraye et Kankan. Celles-ci dépassent largement les 700 tonnes.

L'or de Guinée est de bonne qualité, titrant entre 850 et 980‰ (soit de 20 à 23,5 carats). Il se présente surtout sous forme de gisements secondaires (alluvions des lits et des terrasses de cours d'eau), mais également primaires (filons, veines de quartz). Ces gisements sont exploités aussi bien de façon artisanale, semi-industrielle qu'industrielle.

Le diamant

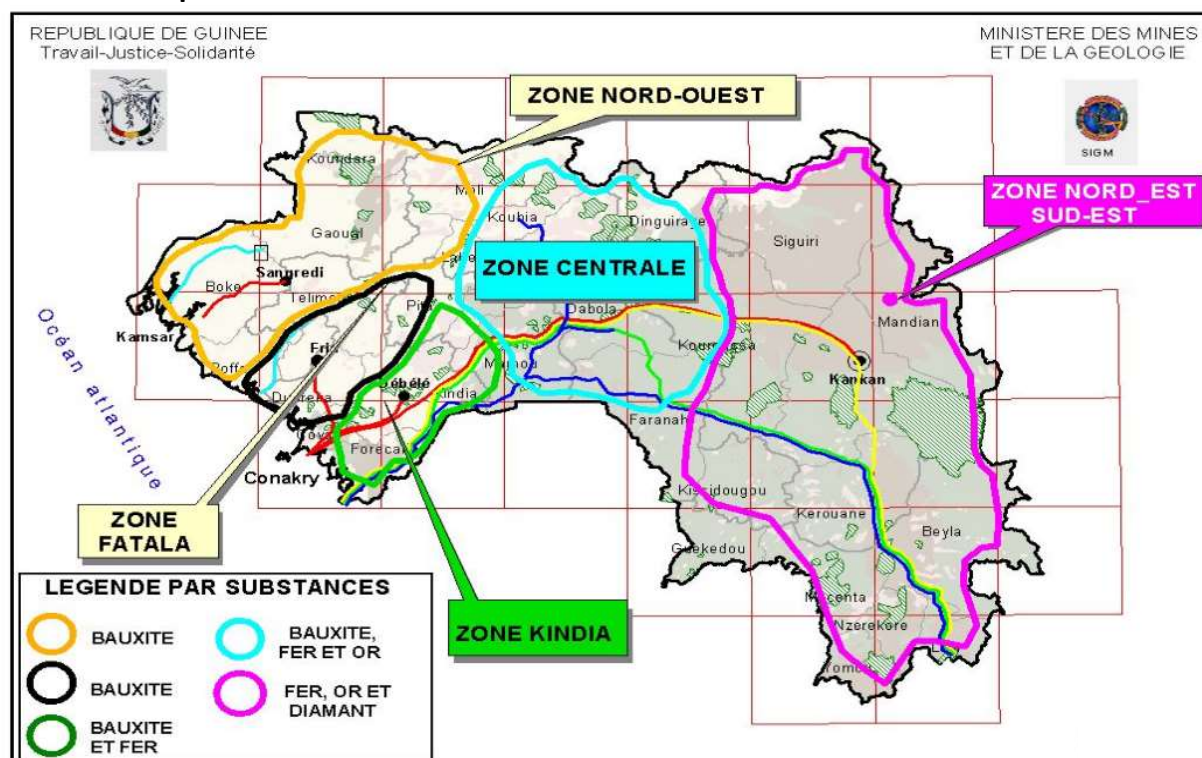
Le diamant de Guinée est célèbre par sa qualité. Certaines pierres peuvent atteindre en valeur des millions de dollars. Les réserves prouvées sont estimées à plus de 30 000 000 de carats, celles probables sont de plus de 500 000 000 de carats, (selon les missions Guinéo-soviétique de levée géologique).

Autres minéraux

La Guinée dispose également d'autres ressources minérales comme les métaux de base (cuivre, plomb, zinc, cobalt), le calcaire et d'autres minéraux rares tels que le graphite. On y retrouve également des minéraux dits de développement, parmi lesquels on peut citer des matériaux de construction tels que les roches ignées (sable, gravier latéritique, granites, syénites, syénites néphéliniques, dolérites, gabbros, gabbro - dolérites, etc.), que l'on retrouve un peu partout sur le territoire, ainsi que les minéraux de sable noir (ilménite, rutile, zircon, etc.), sans oublier les pierres fines semi-précieuses (aigue marine, tourmaline, corindon etc.) et du sel marin.

La carte suivante montre la répartition des substances minérales les plus valorisées entre les cinq zones géologiques de la Guinée.

Carte 1 - Répartition naturelle de certaines substances minérales à l'échelle de la Guinée



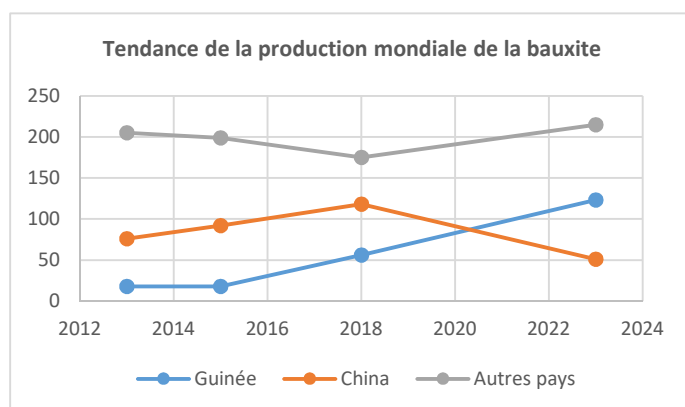
Source : Ministère des Mines et de la Géologie, octobre 2006

2.4. Dynamique des investissements en cours

Malgré une conjoncture internationale difficile, les réformes engagées ont permis un regain d'investissements dans le secteur de la bauxite et de l'or.

La région bauxitique du nord-ouest de Boké est dans une dynamique de développement sans précédent de projets miniers. Cette dynamique a permis de mobiliser plus de deux milliards de dollars en termes d'investissements dans le secteur sur la période 2016-2017. A l'horizon 2020, les investissements globaux dans les projets de bauxite, d'alumine et d'or sont estimés à près de 10 milliards de USD. Le nombre de nouveaux emplois attendus dépasserait les 10.000 emplois.

Ces projets permettront d'atteindre des niveaux de production importante. Selon une étude de CM Group en 2018, à l'horizon 2023, la Guinée fournira 32% de la production mondiale de bauxite (contre environ 16% en 2018).



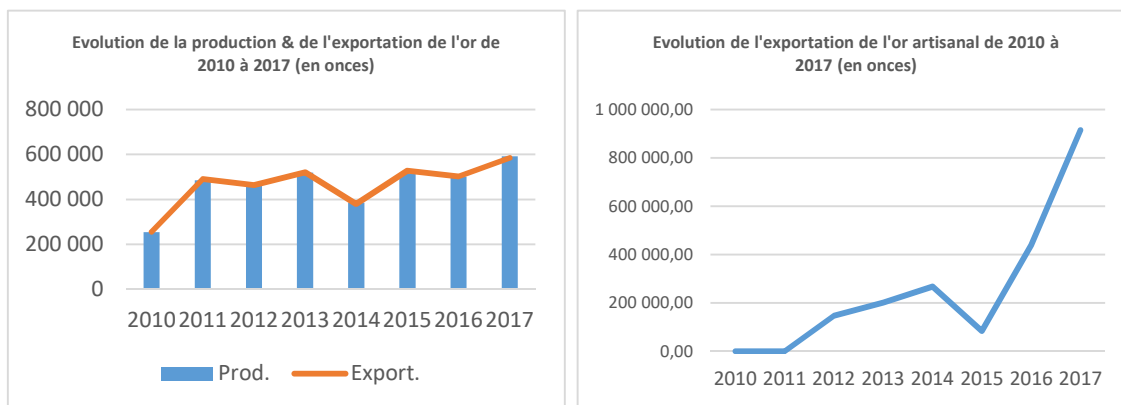
Source : CM Group, 2018

2.5. Artisanat minier

L'essentiel de la production artisanale de l'or de Guinée est tiré de la Haute-Guinée (Siguiri, Mandiana, Kouroussa et Dinguiraye). La Guinée a produit 32 tonnes d'or en 2017. Cette production se répartit entre les orpailleurs et deux sociétés industrielles : la Société Aurifère de Guinée (SAG) et la Société Minière de Dinguiraye (SMD). La production artisanale d'or et de diamant emploie plus de 250 000 personnes.

Les statistiques du Bureau National d'Expertise du diamant, de l'or et des matières précieuses (BNE) et ceux de la Direction nationale des douanes indiquent clairement que le secteur d'exploitation artisanale a connu une éclosion importante au cours des cinq dernières années. En effet, grâce à la mécanisation à petite échelle des exploitants artisanaux (utilisation des détecteurs de métaux et des machines-outils plus performants), à la plus grande ouverture à l'international du réseau de collecte et d'exportation et surtout à l'annulation de la taxe à l'exportation, les productions artisanales et semi-industrielles d'or ont connu une croissance continue entre 2012 et 2014 avant de plonger de façon drastique en 2015, à la suite de l'épidémie de maladie à virus Ebola qui a affecté tous les secteurs d'activités du pays, notamment celui des orpailleurs. Il est intéressant de noter qu'en 2016, le volume de l'exportation artisanale d'or a dépassé celui de l'exportation industrielle tel qu'indiqué à la **figure 1**.

Figure 1 – Évolution du volume de production/exportation de l'or brut (de 2010-2017)



Véritables activités de subsistance, les exploitations semi-industrielles et artisanales d'or constituent la principale source de revenus de centaines de milliers de personnes en Guinée.

2.6. Contribution du secteur à l'économie nationale

En 2016, selon le rapport ITIE, plus de 97% des exportations du pays proviennent du secteur minier. Cependant, cette contribution n'est pas à la hauteur des attentes de l'État. Les recettes budgétaires du secteur ont significativement baissé au fil du temps, passant de 40,4% en 1990-1993 à un peu plus de 20% pour la période 2002-2013 (voir **tableau 3**). Cette baisse s'explique par l'allègement de la fiscalité minière consécutive à l'adoption du Code minier de 1995 (remplacé depuis par celui de 2011), d'une part, et par les difficultés de gouvernance qu'a connues le secteur au cours des années 2000, d'autre part (PNUD, ib.). Toutefois, il est à noter que ces recettes remontent graduellement ces dernières années, en raison de la mise en exploitation de nouvelles mines de bauxite.

Tableau 2 – Contribution du secteur minier au développement économique de la Guinée

Contribution du secteur au budget de l'État en 2016

Indicateurs (en Milliards GNF)	2016	Contribution en %
Recettes totales et dons	12 325,9	
Recettes budgétaires	11 492,3	93,2%
Dont secteur minier	2 320,0	20,2%
Dont secteurs non miniers	8 614,6	74,9%
Recettes non fiscales	457,0	3,9%
Dons	833,6	6,7%

Source : TOFE – Direction Nationale du Budget

D'après le rapport ITIE 2016, la contribution des revenus du secteur extractif dans le budget de l'Etat est de 20,19% en 2016 tel qu'il ressort du TOFE totalisant ainsi un montant 2 320,00 milliards GNF. Selon les données ITIE, la contribution du secteur extractif est de 25,1% (incluant les sous-traitants miniers).

La contribution sectorielle des industries extractives dans le PIB de la Guinée est de 22,7% et présentée dans le tableau suivant (rapport ITIE 2016):

Contribution du secteur au BIP en 2016

Secteur (en milliards GNF)	Milliards GNF	%
Agriculture	10 364,40	20,3%
Industries	22 575,48	44,3%
Dont Industries extractives	11 564,26	22,7%
Services	17 986,66	35,3%
Total PIB recettes courantes	50 926,54	100,0%

Source : BCRG

La contribution des industries extractives dans les exportations de la Guinée en 2016 était de 97,8% et se présente comme suit (rapport ITIE 2016) :

Contribution du secteur dans les exportations en 2016

Indicateurs	Contribution (en Milliards GNF)	Contribution en %
Produits agricoles	216,80	1,0%
Produits des industries	208,80	1,0%
Produits forestiers	17,90	0,1%
Produits miniers	20 277,10	97,8%
Autres produits divers	3,90	0,0%
Total	20 724,50	100,0%

Source : Annuaire 2016 – Institut National de la Statistique

En absence de statistiques complets, la contribution a été calculée sur la base des données ITIE collectés des sociétés du secteur industriels retenues dans le périmètre et des estimations issues des rapports de diagnostic de l'activité artisanale d'Or et diamant engagés par le MMG (rapport ITIE 2016).

Contribution du secteur dans l'emploi en 2016

Statistiques d'emploi 2016	
Secteur extractif (industriel)	13 288
Secteur artisanal de l'Or	221 923
Secteur artisanal de diamant	44 789
Total secteur extractif	280 000
Total population active	5,338 millions ¹²³ .
% de contribution du secteur extractif	5.2%

Source : rapport ITIE 2017

2.7. Diagnostic général

Le secteur minier guinéen est en pleine évolution. Plusieurs changements ont été opérés depuis 2010 pour améliorer tant la gouvernance globale du secteur que la gestion des institutions et organisations publiques et privées, responsables de son développement. Diverses analyses de certains aspects spécifiques de la situation ont été réalisées pour soutenir les changements apportés⁴. Prenant appui sur ces analyses, il est possible de dégager quelques éléments de diagnostic qui justifient les orientations de la stratégie globale de développement du secteur et du plan d'action qui en découle.

Le **tableau 3** présente une sélection des éléments qui se recoupent le plus souvent d'une analyse à l'autre. Pour sa part, le **tableau 4** donne les résultats de l'analyse des forces faiblesses, opportunités et menaces du secteur minier en Guinée, telles que perçues par le MMG et partagées par les différentes parties prenantes auxquelles il a été présenté.

Tableau 3 – Éléments de diagnostic du secteur minier guinéen

Thèmes considérés	Constats / diagnostic
Aspect légal et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> La faible adoption des textes d'application handicape la mise en œuvre du Code minier, tel est le cas dans les relations entre les sociétés minières et les communautés où le défaut de convention de développement local affecte l'engagement desdites sociétés envers les populations et la protection de l'environnement. La rigidité de la Convention minière type adoptée par Décret limite l'applicabilité du principe de non dérogation aux dispositions du Code minier. L'incohérence entre le Code minier et certains autres codes est source de conflits et de mécontentement. La faible capacité des communautés locales à comprendre et administrer les droits qui leur sont conférés par le Code minier et les conventions minières.
Cadre institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> La multiplicité des structures en charge de l'administration du secteur des mines, qui ne travaillent pas de manière concertée et coordonnée entre elles, si bien qu'on observe à certains moments une confusion des rôles et responsabilités de certaines structures. Des conflits d'attribution existent également au niveau des services administratifs déconcentrés, dans l'encadrement des exploitations artisanales. L'insuffisance et l'accès difficile aux informations et données relatives au secteur minier (absence de système d'information performant) affectent la gouvernance et la gestion des institutions (prise de décisions, lenteurs administratives, incohérences des actions, etc.).

⁴ Au nombre de ces analyses, mentionnons, entre autres, celle menée dans le cadre de l'Audit institutionnel du ministère des Mines et de la Géologie (2015), ou celle réalisée lors de la Table ronde nationale sur l'Initiative pour un développement minier responsable (IDMR) en février 2017.

Thèmes considérés	Constats / diagnostic
	<ul style="list-style-type: none"> • L'absence de cadre de concertation entre les parties prenantes (en particulier entre les représentants des communautés et les compagnies minières) ne permet pas d'établir des relations de partenariat ; • La faiblesse des capacités humaines et le sous-équipement des structures (point de chargement/pesage, laboratoire d'analyse ...) engendrent une défaillance des mécanismes de suivi /évaluation et de contrôle des activités minières et réduit l'efficacité des interventions des Administrations publiques.
Infrastructures minières	<ul style="list-style-type: none"> • La déficience et l'insuffisance d'infrastructures de base (transport [routier, ferroviaire, portuaire], énergie...) nuisent à la compétitivité du secteur au plan mondial. • La faible connaissance du potentiel géologique limite la croissance du secteur. • Les insuffisances en matière de recherche géologique et l'absence de laboratoire géologique moderne et performant contribuent à ralentir l'expansion du secteur.
Développement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Les écarts entre les attentes des communautés et les obligations contractuelles des sociétés minières, telles qu'elles ressortent du Code minier et de ses textes d'application, ainsi que des contrats et conventions engendrant des conflits fréquents. • Le défaut de cadre de concertation impliquant les parties prenantes et de mécanisme de gestion des attentes des populations. • L'implication insuffisante des populations dans la gestion des ressources allouées par les mines aux collectivités territoriales/ Manque de transparence dans la gestion de ces ressources
Artisanat minier	<ul style="list-style-type: none"> • La déficience de l'encadrement des activités minières artisanales favorise le maintien de comportements préjudiciables à la dignité et à la santé humaine, ainsi qu'à l'environnement. • Le faible degré de formalisation des PME nationales, qui ont des difficultés d'accès au financement et, conséquemment, aux titres miniers, pour l'exploitation semi-industrielle ou industrielle.
Intégration des activités minières à l'Économie nationale	<p>De nombreuses contraintes ont été identifiées, relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la gouvernance du secteur minier : <ul style="list-style-type: none"> ○ faiblesse des données géologiques et insuffisance des informations et statistiques ; ○ pesanteurs administratives dans l'obtention des autorisations requises. • La faiblesse du climat des investissements et la nécessité de réduire la perception du risque politique : <ul style="list-style-type: none"> ○ incohérence entre les instruments de la politique d'incitation fiscale et douanière en place : Code des Investissements et Code Minier ; ○ faiblesse de capacités et manque de coordination entre les structures en charge de la promotion de la « destination Guinée » et celles chargées de la gestion du cadre des investissements. • La non-effectivité de la politique nationale du contenu local : <ul style="list-style-type: none"> ○ la politique est règlementée dans le Code Minier, mais le mécanisme d'évaluation n'est pas encore opérationnel ; ○ le faible degré de formalisation des PME qui peinent à répondre à la demande des sociétés minières en termes de normes, de quantité et de délais d'exécution. • Le manque d'information et le déficit de communication entre l'État, les sociétés minières et les communautés, à l'origine de nombreux conflits.
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> • La faible capacité à répondre aux besoins de l'industrie minière en matière de main-d'œuvre (qualifiée ou non) ne permet pas de tirer pleinement profit des investissements du secteur minier en Guinée. • L'insuffisance dans les zones minières, de projets et programmes de formation et de renforcement des capacités des populations vulnérables, des femmes en particulier, dans des filières professionnelles.

Thèmes considérés	Constats / diagnostic
Environnement	<p>Faiblesse de l'engagement politique et non-respect des engagements pris par les parties prenantes (sociétés minières, Etat, collectivités et communautés locales), en ce qui concerne le suivi du processus de l'étude d'impacts/ EIES et des plans de gestion/ PGES en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'insuffisance de spécialistes et méconnaissance et/ou mauvaise interprétation des engagements des sociétés par certaines communautés dans le domaine de la protection de l'environnement ; - et la faiblesse de mécanismes de suivi et de contrôle des activités minières au niveau des autorités.

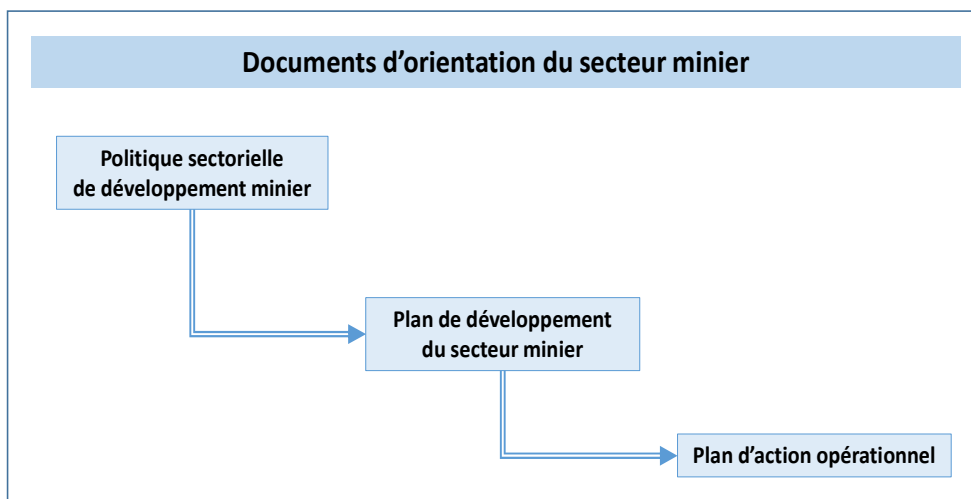
Tableau 4 – Analyse FFOM du secteur minier guinéen réalisée par le MMG

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Ressources minérales abondantes. • Diversité et qualité des ressources minérales. • Schéma directeur des infrastructures d'évacuation élaboré. • Façade maritime de 300 KM. • Potentiel énergétique et hydrologique. • Gouvernance politique amélioré. • Climat des affaires assaini. 	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance insuffisante des ressources géologiques du sol et du sous-sol. • Administration peu efficace et réflexes hérités d'une économie étatisée. • Attentes démesurées envers le secteur au regard des opportunités. • Insuffisance des ressources mobilisées pour financer la recherche minière. • Taux d'alphabétisation faible : 36 %. • Revendications catégorielles et demandes sociales. • Captation insuffisante des effets induits. 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande chinoise en forte croissance pour la bauxite. • Demande mondiale soutenue en termes de ressources naturelles stratégiques. • Volonté internationale de substituer des énergies propres aux énergies fossiles. Or, la Guinée est dotée d'un potentiel hydroélectrique. • Croissance économique de l'Afrique. • Croissance démographique de l'Afrique. • Position géographique centrale dans la sous-région prédisposant la Guinée à un rôle de hub. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évolution négative des cours mondiaux des substances minérales. • Faible harmonisation des interventions des acteurs nationaux et des partenaires au développement. • Faible développement du potentiel énergétique. • Image négative du pays projetée auprès des investisseurs. • Manque de programme de développement communautaire intégré.

Forte de ses atouts et des opportunités qui s'offrent à elle, la Guinée doit savoir apporter les changements nécessaires pour se positionner d'ici une dizaine d'années parmi les pays miniers les plus responsables à l'échelle mondiale. Au cours de la même période, cinq nouvelles mines industrielles d'or et une mine de graphite (Lola) devraient avoir vu le jour, de telle sorte que le secteur minier soit la véritable locomotive de l'économie nationale pour une Guinée émergente à l'horizon 2040.

Pour parvenir à ces réalisations, la Guinée entend finaliser et mettre en œuvre l'ensemble des documents d'orientation stratégique du secteur minier élaborés selon l'approche de la GAR et constitués de trois composantes principales tel que l'indique la figure suivante.

Figure 2 – Documents d’orientation du secteur minier



3. Le PDSM et l'opérationnalisation de la Politique

La présentation de la suite du document obéit à la logique et aux exigences de la gestion axée sur les résultats (GAR), plus particulièrement à la nécessité d'établir une relation de cause à effet entre les activités et les résultats. En cela, elle se distingue de l'approche de gestion par objectifs ou par activités (GPA) qui a caractérisé la planification du ministère jusqu'à ce jour.

Ce changement de paradigme, bien que très exigeant en soi, est nécessaire dans la perspective de la Réforme des Finances Publiques (RFP) entreprise à l'échelle de toute l'Afrique et soutenue par l'UEMOA / CEDEAO en Afrique de l'Ouest et la CEMAC en Afrique Centrale. L'approche proposée trouve son aboutissement dans l'élaboration des budgets-programmes basés sur les résultats identifiés et structurés dans les documents d'orientation stratégiques du ministère.

Le rattachement de la Politique minière au PNDES a été largement discuté dans la Déclaration de Politique produite par le MMG. Il est résumé dans le tableau suivant qui présente la partie haute du modèle logique montrant le lien entre les orientations stratégiques, (impacts recherchés à long terme) et les axes d'intervention privilégiés (effets visés à moyen terme – 2020).

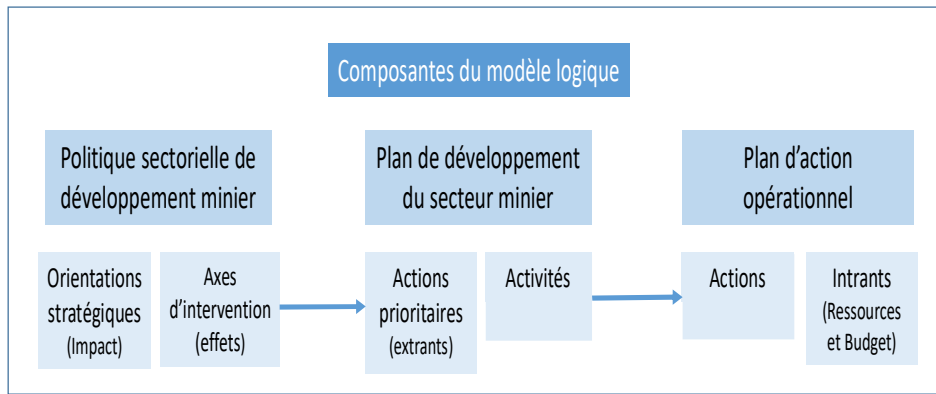
Tableau 5 – Modèle logique de la Politique minière (partie haute)

	Résultat final du PNDES : La transformation durable de l'économie guinéenne est amorcée			
	Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4
Orientations stratégiques (impact)	La gouvernance minière est améliorée	Le secteur minier est devenu le catalyseur de la transformation structurelle de l'économie guinéenne	Le capital humain du secteur minier est valorisé et renforcé	Le capital naturel touché par le secteur minier est préservé
Axes d'intervention (effet)	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance géologique accrue • Cadre légal et réglementaire adopté • Capacités de l'administration nationale chargée de la gestion du secteur minier renforcées • Contrôle et suivi des activités minières améliorées • Cadre de dialogue permanent entre les parties prenantes établi 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact du secteur minier sur l'économie nationale accru • Cadre d'investissement dans le secteur minier adapté et compétitif • Industrialisation du pays impulsée • Performance de l'artisanat minier et sa mutation vers la mine à petite échelle améliorée 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins en compétences de l'industrie des ressources minérales comblés • Insertion des femmes dans toutes les sphères de l'activité minière effective • Expertise nationale dans le secteur minier renforcée et valorisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies propres dans l'industrie minière implantées • Protection de la diversité biologique dans les zones minières accrue • Évaluation /gestion de risques de catastrophes systématisée

Source : Gouvernement de la République de Guinée, Ministère des Mines et de la Géologie (2018). Déclaration de Politique Minière de la République de Guinée. 15 p.

Il s'agit maintenant, dans le cadre du présent PDSM, et conformément à l'approche de gestion axée sur les résultats, de compléter ce modèle logique (ML) (1) en déterminant les actions prioritaires (extrants) pour chacun des axes d'intervention (effets) identifiés dans la Politique et (2) en identifiant pour chacune de ces actions prioritaires (extrants), les activités à réaliser pour produire les résultats attendus. La **figure 4** illustre la relation entre les différentes composantes du modèle logique retenu.

Figure 3 – Articulation des composantes du modèle logique



Pour ce faire, les informations à fournir sont présentées ici en deux temps, à savoir : (1) le complément de la structure du modèle logique, et (2) la matrice des extrants et des activités qui donne le détail de la relation de causalité actions prioritaires – activités et qui débouche ultérieurement sur le Plan d'action opérationnel (PAO).

3.1. Le modèle logique

Le **tableau 6** présente la structure du modèle logique de l'ensemble des documents d'orientation stratégique du secteur minier. Il montre la séquence des changements essentiels à apporter pour que le secteur minier contribue à la transformation durable de l'économie guinéenne.

Tableau 6 – Structure du modèle logique

Piliers PNDES	Orientation Stratégique (Impact)	Axes d'interventions (Effets)	Actions prioritaires (Extrants)
P1: Promotion d'une Bonne Gouvernance au service du Développement Durable	SO1 - La gouvernance minière est accrue	11 Connaissances géologiques accrues	111 Projets de recherche géophysique, gîtologique, géochimique, géologique réalisés
			112 Système d'informations géologique et minière (SIGM) mis en place
			113 Projets hydrogéologiques et géotechniques réalisés
		12 Cadre légal et réglementaire appliqué	121 Réformes institutionnelles liées au cadastre minier complétées
			122 Réformes institutionnelles relatives au Code minier adoptées
			123 Réformes minières mises en œuvre
		13 Capacités de l'administration nationale chargée de la gestion du secteur minier renforcées	131 Laboratoires de Géologie mis en place
			132 Programme de renforcement des capacités exécuté
			133 Services du Ministère à Conakry et à l'intérieur du pays réalisés renovés et équipés
			134 Système d'archivage du ministère mis en place
			135 Cadre de coordination et d'exécution des projets mis en place
		14 Contrôle et suivi des activités minières améliorés	141 Méthodes, outils et procédures de contrôle mis en place
			142 Sécurisation, contrôle et analyse des activités de production et d'exportation réalisés
			143 Incidents et accidents de travail dans les mines prévenus et déduits
		15 Cadre de dialogue permanent entre les parties prenantes établi	151 Comités de concertation dans les localités minières (CCLM) installés
			152 Comités de concertation pour la gestion des conflits dans les zones diamantifères et aurifères mis en place
			153 Comité Interministériel de Suivi des Projets Miniers Intégrés (CISPMI) mis en place et valorisé
		16 Transparence dans le secteur minier accrue	161 Loi anti-corruption vulgarisée et appliquée
			164 Exigences de l'ITIE suivies
P2. Transformation Economique Durable et Inclusive	SO2 - Le secteur minier est devenu le catalyseur de la transformation structurelle de l'économie guinéenne	21 Impact du secteur minier sur l'économie nationale accru	211 Mutualisation et développement des infrastructures minières mis en place
			212 Promotion du développement du secteur minier intensifiée
			213 Exploitations semi-industrielles valorisées
			214 Processus de mobilisation des ressources diamantifères et aurifères consolidé
			215 Produits miniers valorisés et transformés sur place
			216 Nouvelles solutions pour l'amélioration de l'impact du secteur minier proposées
			217 Programmes locaux de développement après-mine mis en place
		22 Cadre d'investissement dans le secteur minier adapté et compétitif	221 Compétitivité des PME nationales dans la fourniture de biens et services de qualité aux sociétés minières améliorée
			222 Cadastre minier mis en ligne
			223 Manuels de procédures d'octroi des titres miniers élaborés
		23 Industrialisation du pays impulsée	231 Industrie métallurgique et du fer promue

Piliers PNDES	Orientation Stratégique (Impact)	Axes d'interventions (Effets)	Actions prioritaires (Extrants)
		24 Performance de l'artisanat minier et sa mutation vers la mine à petite échelle améliorée	232 Sous-produits de l'extraction métallurgique de la bauxite et de l'or valorisés
			233 Industrie minière diversifiée
			241 Exploitations artisanales mieux structurées
			242 Capacités des acteurs de l'exploitation artisanale renforcées
			243 Plan de développement de la mine à petite échelle mis en place
P3. Développement Inclusif du Capital Humain	SO3 - Le capital humain du secteur minier est valorisé et renforcé	31 Besoins en compétences de l'industrie des ressources minérales comblés	244 Guide de bonnes pratiques pour l'organisation et l'amélioration de l'exploitation minière artisanale et de la mine à petite échelle élaboré
			311 Emploi local dans le secteur minier valorisé
			312 Programmes de formation continue du personnel minier développés
			313 Capacités des écoles et institutions techniques existantes renforcées
			314 Écoles et institutions techniques dans les régions dépourvues créées
		32 Insertion des femmes et des jeunes dans toutes les sphères de l'activité minière effective	315 Fournisseurs locaux dans le secteur minier qualifiés et valorisés
			321 Relations entre les sociétés minières et les communautés d'accueil mieux établies
			322 Aptitude des femmes et des jeunes à saisir les opportunités d'emplois et d'affaires effective
			323 Femmes et jeunes des localités minières protégés
			324 Formation des femmes et des jeunes en technique de montage et de gestion des projets assurée
			325 Assistance technique et financière des coopératives de femmes et de jeunes des zones minières assurée
			326 Femmes et jeunes intellectuels dans les instances de décision des projets et des sociétés minières promus
		33 Expertise nationale dans le secteur minier renforcée et valorisée	331 Nombre d'experts nationaux dans les sociétés minières accru
			332 Experts nationaux au même titre que les experts étrangers responsabilisés
P4. Gestion Durable du Capital Naturel	SO4 - Le capital naturel touché par le secteur minier est préservé	41 Technologies propres dans l'industrie minière implantées	411 Consommation des ressources naturelles et pollutions des installations minières existantes réduites
			412 Procédés de traitement des minerais et technologies propres dans les nouvelles installations minières exigés et effectifs
		42 Protection de la diversité biologique dans les zones minières accrue	421 Intégrité des écosystèmes fragiles préservée .
			422 Pratiques artisanales minières respectueuses de la diversité des écosystèmes et des espèces adoptées
			423 Guide national sur les modalités de mise en œuvre technique des plans de réhabilitation élaboré
			424 Sites d'exploitation artisanale épuisés restaurés .
		43 Évaluation /gestion de risques de catastrophe systématisée	431 Normes et pratiques environnementales et sociales conformes aux dispositifs prévus dans le Code minier respectées
			432 Risques liés à l'exploitation minière maîtrisés
			433 Phénomènes naturels mettant l'exploitation minière à risque identifiés et suivis .
			434 Système d'alerte précoce des risques de catastrophes naturels mis en place

3.2. La matrice des extrants et des activités (MEA)

La matrice des extrants et des activités fait l'objet du tableau 7. Pour chacune des actions prioritaires⁵ (extrant) identifiées dans la structure du modèle logique (colonne 1), il est proposé un minimum de deux activités (colonne 3) qui permettront, ensemble, d'atteindre le résultat attendu (extrant) auquel elles sont rattachées. Une seule entité responsable est identifiée pour chaque activité (colonne 4). Cette responsabilité doit lui être imputée en fonction de ses attributions au sein de la structure du MMG. Il lui appartient de décliner les activités identifiées dans la MEA en une série d'actions concrètes et mesurables qu'elle exécutera elle-même ou qu'elle partagera avec d'autres entités partenaires. Ces actions indiquent concrètement de quelle manière les activités sont mises en œuvre de façon logique et séquentielle. Par ailleurs, des indicateurs sont proposés pour chaque action prioritaire (colonne 2), indicateurs qui permettront de mesurer, dans le cadre des activités de suivi de la mise en œuvre du PAO, le degré d'atteinte des résultats attendus.

⁵ Les actions prioritaires proposées dans le PDSM tiennent compte de celles qui ont été identifiées dans le PNDES.

Tableau 7 – Matrice des extrants et des activités

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
Axes d'interventions (Effet): 11- Connaissances géologiques accrues			
111 Projets de recherche géophysique, gîtologique, géochimique, géologique réalisés	Une cartographie Géophysique mise en place	Projet de recherche des données pour la mise en place d'une cartographie géophysique	CGS
	Nb de projets géophysiques réalisé (2);	Projet d'exploration et de prospection géophysique des métaux précieux (Or, Ag) dans les formations Birrimiennes de Siguiri	CGS
		Projet de prospection des métaux de base et les polymétaux dans la région de Kissidougou par les méthodes géophysiques	CGS
	Nb de projet de levé géochimique réalisé à 1/1.000 réalisé (1)	Projet de levé géochimique régional en sédiments de ruisseau du Sud-Est de la Guinée à l'échelle 1/100.000	DNG
112 Système d’informations géologique et minière (SIGM) mis en place	Disponibilité du SIGM	Récupération des données géologiques détenues par des tiers	DNG
		Mise en place du SIGM	DNG
113 Projets hydrogéologiques et géotechniques réalisés	Nb de projet hydrogéologique et géotechnique réalisé (1)	Programme de cartographie Hydrogéologique et Géotechnique de la Guinée	ONGS
		Mise en place d’un réseau piézométrique dans la préfecture de Boké	ONGS
		Inventaire des aquifères transfrontaliers de la République de Guinée, Afrique de l’Ouest.	ONGS
		Etudes détaillées des sources d’eaux thermo-minérales de Foulamory et Feressedou, en République de Guinée.	ONGS
		Aquisition et formation des cadres en logiciels de géologie appliquée (Géo5 et Aquifer Test pro)	ONGS
Axes d'interventions (Effet): 12- Cadre légal et réglementaire appliqué			
121 Réformes institutionnelles liées au cadastre minier complétées	Le cadastre minier est opérationnel	Mise à jour et maintenance du système de gestion cadastrale	CPDM
122 Réformes institutionnelles relatives au Code minier adoptées	Nb de textes d'appli. adopté (44)	Finalisation de l'élaboration des textes d'application du Code Minier sont fin	SAJ
		Adoption des textes d'application du Code	SAJ
123 Réformes minières mises en œuvre	La PNCL du Secteur Minier est mise en œuvre	Suivi de la mise en œuvre dispositions/engagement des différentes conventions	SNCPM
	Le FODEL est opérationnel	Elaboration et Vulgarisation de la Politique Nationale de Contenu Local (PNCL) dans le secteur minier	SRCLL
		Suivi de la mise en œuvre de la PNCL	SRCLL

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
Axes d'interventions (Effet): 13- Capacités de l'administration nationale chargée de la gestion du secteur minier renforcées			
131 Laboratoires de Géologie mis en place	Un LNG construit, équipé est opérationnel	Projet de construction de LNG de référence internationale	LNG
		Construction et équipement	
		Formation des laborantins	
		Opérationnalisation du LNG	
		Projet de réhabilitation et équipement de l'ancien LNG	LNG
132 Programme de renforcement des capacités exécuté	Nb de cadres formés par an (300)	Élaboration d'un plan triennal de formation	CPF
		Suivi de la mise en œuvre du programme	CPF
		Mise à jour du plan triennal de formation	CPF
133 Services du Ministère à Conakry et à l'intérieur du pays réalisés rénovés et équipés	Le bâtiment du CPDM est achevé Le CNAM est construit et équipé Nb de directions créées à l'intérieur (8) Le bâtiment du de la DNM est achevé Les locaux de ONGS sont rénovés et équipés La base de Pita est réhabilitée Les travaux de rénovation du MMG sont réalisés	Achever les travaux de construction du CPDM	DAF
		Achever les travaux de rénovation du MMG	DAF
		Réhabiliter les infrastructures de la base Géologique de Pita	DAF
		Rénovation, Extension et Equipements des bureaux des Géo-services.	DAF
		Poursuivre, et finaliser la rénovation du bâtiment principal de la Direction Nationale des Mines	DAF
		Construction et équipement des directions régionales et préfectorales des Mines	DAF
		Construction le Centre National des Archives Minière (CNAM) qui servira la base principale de données du département	DAF
		Equiper le Centre National des Archives Minière (CNAM)	DAF
134 Système d'archivage du ministère mis en place	Le CNAM est opérationnel	Mise ordre physique des ressources documentaires et archives.	SRDA
		Dématérialisation des ressources documentaires et archives.	SRDA
		Transfert au CNAM des ressources documentaires et archives	SRDA
		Mise en place d'un système moderne de gestion des ressources et archives documentaires et archives.	SRDA
135 Cadre de coordination et d'exécution des projets mis en place	Fusion est rendu opérationnel Le projet du budget annuel élaboré Nb de rapport trimestriel élaboré par an (4) Une base de données des projets minier disponible	Opérationnalisation du projet fusion	BSD
		Elaboration de l'avant-projet du budget annuel du MMG	BSD
		Elaboration des rapports périodiques du MMG (M/T/S/A)	BSD
		Mise en place d'une base de données opérationnelle pour le suivi des projets miniers.	SNCMP
Axes d'interventions (Effet): 14- Contrôle et suivi des activités minières améliorés			
141 Méthodes, outils et procédures de contrôle mis en place	Nb de manuels de procédure élaborés (2)	Elaboration et validation d'un manuel de procédures de contrôle des activités des structures sous tutelle de MMG (sociétés, projets, Etablissements publics Directions Nationales et Générales etc.,)	IGMG
	Nb de bulletins statistiques par an (4)	Elaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables des Géo-services.	ONGS
		Elaboration d'un plan opérationnel d'inspection semestrielle des activités minières	IGMG

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
142 Sécurisation, contrôle et analyse des activités de production et d'exportation réalisés	Task Force opérationnelleNb de mission de contrôle réalisé par an (10)Nb d'études de faisabilité examiné par an (5)	Mise en place d'un mécanisme de collecte des données statistiques minières auprès des sociétés minières	BSD
		Elaboration d'une méthodologie de collecte et de suivi des données statistiques et financières des sociétés et projets miniers	IGMG
		Opérationnalisation du cadre de concertation de la task force interministérielle "Revenus miniers"	IGMG
		Suivi du processus d'exploitation et de commercialisation du diamant pour une bonne traçabilité	IGMG
		Réalisation de missions de contrôle et d'inspection planifiées et réalisées pour évaluer la quantité et qualité des produits miniers à l'exportation	IGMG
		Mission de contrôle dans les zones diamantifères du Ministre des Mines et de la Géologie pour la mise en œuvre et la gestion du PK dans le cadre de l'ADPA	SPPK
		Suivi du processus de commercialisation du diamant pour la mise en œuvre du PK	SPPK
		Mission de contrôle sur l'opérationnalisation et la conformité des engins et machines dans les sociétés minières conformément à la liste minière	ONGS
		Organisation d'une mission de contrôle sur les risques sécuritaires dans les sociétés et projets miniers	SSM
		Planification et mise en œuvre des missions semestrielles d'inspection vers toutes les structures sous tutelle de MMG (Etablissements publics, Directions Nationales et Générales etc.) et les sociétés et projets miniers	IGMG
		Renforcement du contrôle à posteriori des informations contenues dans les états financiers des sociétés et projets miniers	IGMG
		Contrôle de la traçabilité des paiements effectués à l'Etat et aux communautés par les sociétés et projets miniers	IGMG
		Contrôle des paiements effectués à l'Etat et aux collectivités par l'ensemble des carrières du pays en corrélation avec leurs données de production et de vente	IGMG
		Suivi des recettes extractives en vue de mobiliser et accroître les revenus de l'Etat.	IGMG
		Organisation des missions de contrôle des projets miniers en phase de développement pour le suivi de la mise en œuvre du chronogramme des travaux et du plan d'investissement annuel des projets en phase de développement.	SNCPM
		Mise en place d'un comité technique auprès des sociétés/projets en développement.	SNCPM
		Examen et validation des études de faisabilité des projets miniers.	SNCPM
		Analyse et synthèse des rapports trimestriels.	SNCPM

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
143 Incidents et accidents de travail dans les mines prévenus et déduits	Nb de missions de contrôle par an (2) Répertoire sur les pratiques RSE disponible Nb d'ateliers de sensibilisation réalisés par an (5)	Missions de contrôle de mise en œuvre des normes de santé, hygiène, sécurité et environnement dans les sociétés et projets miniers	IGMG
		Collecte annuelle et analyse de l'impact social et financier de tous les accidents et incidents de travail constatés dans le secteur minier en vue de mieux les maîtriser	IGMG
		Mise en place d'un répertoire sur les pratiques responsables des sociétés en matière de respect des droits humains et de préservation de l'environnement	SRCLL
		Réalisation d'une campagne de sensibilisation sur le civisme et l'inscription des droits à la revendication dans un cadre légal et pacifique	SRCLL
		Elaboration d'un modèle de fiche technique d'évaluation	SSM
		Etablissement des états généraux de la sécurité minière	SSM
		Renforcement des capacités en prévention et gestion des risques, des crises et conflits	SSM
		Evaluation de risques sécuritaires de l'exploitation artisanale dans les préfectures de Siguiri, Kouroussa, Mandiana et Kérouané	SSM
		Suivi opérationnel des recommandations issues des rapports de contrôle et d'inspection des normes HSSE	IGMG
		Collecte annuelle et analyse de l'impact social et financier de tous les accidents et incidents de travail constatés dans le secteur minier en vue de mieux les maîtriser.	IGMG
Contrôle des assurances	IGMG		
Axes d'interventions (Effet): 15- Cadre de dialogue permanent entre les parties prenantes établi			
151 Comités de concertation dans les localités minières (CCLM) installés	Nb de nouveaux CCLM mis en place par an (5)	Mise en place des nouveaux CCLM	SRCLL
		Appui à la coordination de l'ONCC pour la réalisation du bilan annuel des CCLM.	SRCLL
152 Comités de concertation pour la gestion des conflits dans les zones diamantifères et aurifères mis en place	Nb de rencontres du CNPK organisé par an (2)	Organisation des rencontres périodiques entre les membres du CNPK	SPPK
		Mise en place du processus de redynamisation du CNPK	SPPK
153 Comité Interministériel de Suivi des Projets Miniers Intégrés (CISPMI) mis en place et valorisé	Les recommandation pour le CISPI sont mises en œuvre	Tenue de session du CISPMI	CISPMI
		Mise en place du comité technique	CISPMI
		Mise en œuvre et suivi des recommandations issues des rapports R4 fait par les consultants du Groupe de la Banque Mondiale)	CISPMI
Axes d'interventions (Effet): 16- Transparence dans le secteur minier accrue			
161 Loi anti-corruption vulgarisée et appliquée	Le plan de surveillance contre la corruption des sociétés est publié sur le site du MMG Toutes les sociétés ont signé le code de bonne conduite	Suivi de la mise en œuvre des dispositions du Code Minier concernant la transparence et la corruption dans le secteur minier	SAJ
164 Exigences de l'ITIE suivies	Nb d'exigences de l'ITIE suivies	Campagne de divulgation conformément aux exigences de l'ITIE	ITIE
		Mise en œuvre les recommandations conformément à la feuille de route établie	ITIE

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
Axes d'interventions (Effet): 21- Impact du secteur minier sur l'économie nationale accru			
211 Mutualisation et développement des infrastructures minières mis en place	Nb d'infrastructures minières mutualisées et opérationnelles	Finalisation et adoption d'un Schéma Directeur des Infrastructures Annexes au Mines (SDIAM)	
		Mise en œuvre de la stratégie de mutualisation des infrastructures	ANAIM
		Suivi-évaluation de la mise en œuvre de l'accord multi-utilisateurs chemin de fer	ANAIM
212 Promotion du développement du secteur minier intensifiée	Nb de Symposium organisé chaque 2 ans (1) Nb d'actions de promotion mis en œuvre (4)	Organisation du Symposium Mine Guinée	CPDM
		Organisation des campagnes médiatiques et des ateliers nationaux pour la visibilité des géo-services	ONGS
		Participation du SPPK aux différentes réunions du Processus de Kimberley (Session et Intersession)	SPPK
		Mise en œuvre des actions de promotion	CPDM
		Capitalisation des résultats des actions de promotion	CPDM
		Suivi des retombées des actions de promotion	CPDM
213 Exploitations semi-industrielles valorisées	Nb d'artisans miniers formés Nb de mines à petite échelle augmenté	Réalisation d'une étude diagnostique de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant	DNM
		Mise en œuvre de la stratégie de passage de l'exploitation rudimentaire à l'exploitation semi mécanisée et au respect des normes environnementales, de santé, d'hygiène et de sécurité au travail	DNM
		Dotation des GIE de moyens techniques adéquats	DNM
		Réalisation d'une étude diagnostique de la transformation locale des ressources minérales	DNM
		Proposition d'une stratégie de promotion de la transformation locale des ressources minérales	DNM
214 Processus de mobilisation des ressources diamantifères et aurifères consolidé	Volume des ressources mobilisées augmenté	Recensement des acteurs (collecteurs, coursiers, suppléants, commissionnaires....)	BNE
		Mission de recouvrement à l'intérieur du pays	BNE
		Sensibilisation des artisans miniers sur la mise en œuvre du système de certification processus du Kimberley PK	SPPK
215 Produits miniers valorisés et transformés sur place	Nb de produits miniers transformés	Mise en œuvre du suivi des mécanismes d'incitation à la transformation locale des ressources minérales	DNM
216 Nouvelles solutions pour l'amélioration de l'impact du secteur minier proposées	Nb d'études réalisées par an (1) Tenue de l'IDMR chaque 2 ans Tenue de la retraite annuelle du MMG	Etude de l'impact des activités minières sur l'économie nationale	BSD
		Analyse comparative des coûts des différentes sociétés et examen des possibilités de réduction des coûts de la bauxite à l'exportation	BSD
		Etudes sur la pérennisation des activités minières traditionnelles	BSD
		Mise en place d'un système de suivi de l'évolution des cours mondiaux des produits miniers	BSD
		Etude portant sur l'identification, la localisation, la sécurisation et le recensement des minéraux de développement sur toute l'étendue du territoire national au bénéfice des collectivités locales	BSD

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
		Etude portant sur l'analyse du marché de la bauxite à l'horizon 2030	BSD
		Etude portant amélioration de la compétitivité des PME/PMI évoluant dans le secteur minier	BSD
		Organisation d'une semaine portant sur les nouveaux développements scientifiques et techniques de l'industrie minière	BSD
		Organisation biennale table ronde sur l'Initiative pour un Développement Minier Responsable (IRMD)	BSD
		Organisation de la retraite annuelle de l'administration minière	BSD
217 Programmes locaux de développement après-mine mis en place	Une étude d'impacts réalisée Nb de projets après-mine élaboré	Etude des impacts socio-économico-environnementaux de la fermeture de mine	BSD
		Elaboration de techniques/Méthodes pour gérer l'après-mine	DNM
		Elaboration et mise en œuvre de projets locaux d'après-mine dans les localités minières	SRCLL
Axes d'interventions (Effet): 22- Cadre d'investissement dans le secteur minier adapté et compétitif			
221 Compétitivité des PME nationales dans la fourniture de biens et services de qualité aux sociétés minières améliorée	La BSTP est opérationnel	Suivi du processus d'opérationnalisation de la bourse de sous-traitance et de partenariat (BSTP)	SRCLL
222 Cadastre minier mis en ligne	Cadastre minier informatisé et fonctionnel	Poursuite de l'amélioration et de la maintenance du système informatisé du cadastre minier	CPDM
223 Manuels de procédures d'octroi des titres miniers élaborés	Manuel de procédure disponible	Elaboration et vulgarisation de manuels de procédure d'octroi des titres minier	CPDM
Axes d'interventions (Effet): 23- Industrialisation du pays impulsée			
231 Industrie métallurgique et du fer promue	De nouveaux investisseurs dans le fer sont identifiés	Promotion de l'industrie métallurgique et du fer (appel aux investissements)	CPDM
232 Sous-produits de l'extraction métallurgique de la bauxite et de l'or valorisés		Recherche de nouveaux débouchés pour les sous-produits de l'extraction métallurgique de la bauxite et de l'or	DNM
233 Industrie minière diversifiée	Nb de minéraux phares identifiés	Promotion de la diversification de l'industrie minière dans l'ensemble du pays (identification d'un minéral phare par province, élaboration du projet et appel aux investissements)	DNM
Axes d'interventions (Effet): 24- Performance de l'artisanat minier et sa mutation vers la mine à petite échelle améliorée			
241 Exploitations artisanales mieux structurées	Nombre de couloirs identifiés Nombre de parcellisations effectuées	Parcellisation dans les couloirs réservés pour l'artisanat minier (or-diamant)	DNM
		Organisation des exploitants artisanaux en groupement	DNM
		Formation des artisans miniers à la modernisation de l'exploitation (respect des normes environnementales, de santé, d'hygiène et de sécurité au travail)	DNM
242 Capacités des acteurs de l'exploitation artisanale renforcées	Nb d'artisans miniers formés et sensibilisés	Formation des artisans miniers à la modernisation de l'exploitation (respect des normes environnementales, de santé, d'hygiène et de sécurité au travail)	DNM

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
		Sensibilisation des artisans miniers sur le PK et sa mise en œuvre dans les zones d'exploitation de diamants (Banankoro, Forécariah, Kindia) ;	SPPK
		Formation des Artisans miniers dans les zones Diamantifère pour un meilleur processus de production de l'extraction minière à l'exploitation.	SPPK
		Formation des Artisans miniers aux Système de certification du PK.	SPPK
243 Plan de développement de la mine à petite échelle mis en place	Une étude de développement de la petite mine est réalisée	Réalisation d'une étude pour le développement de la mine à petite échelle	BSD
		Mise en œuvre du plan de développement de la mine à petite échelle	DNM
244 Guide de bonnes pratiques pour l'organisation et l'amélioration de l'exploitation minière artisanale et de la mine à petite échelle élaboré	Une stratégie est mise en œuvre	Mise en œuvre de la stratégie de passage de l'exploitation rudimentaire à l'exploitation semi mécanisée et au respect des normes environnementales, de santé, d'hygiène et de sécurité au travail	DNM
Axes d'interventions (Effet): 31- Besoins en compétences de l'industrie des ressources minérales comblés			
311 Emploi local dans le secteur minier valorisé	Nb de personnes formées (H-F) Nb d'emplois locaux créés	Mise en place d'une base de données des fournisseurs locaux et des potentialités de sous-traitances avec les sociétés minières	SRCLL
		Création d'une bourse de sous-traitance	SRCLL
312 Programmes de formation continue du personnel minier développés	Un curricula de formation continu élaboré	Développement de curricula de formation continu adapté au besoin du secteur minier guinéen	BSD
313 Capacités des écoles et institutions techniques existantes renforcées	L'Ecole des mines de Boké est devenue une école d'excellence	Appuyer/Faciliter la transformation l'école des mines de Boké en une école d'excellence dans le domaine minier	BSD
314 Écoles et institutions techniques dans les régions dépourvues créées	Nb d'unités de formation mobiles créées	Création d'unités de formation techniques mobiles pour les régions minières	BSD
315 Fournisseurs locaux dans le secteur minier qualifiés et valorisés	Un fonds de promotion du CL est mis en place Une bourse de sous-traitance est créée Nb de PME et PMI formés	Mise en place d'un fonds de promotion du contenu local alimenté par les contributions des sociétés minières, des sous-traitants, du BND, des PTF, Partie du FODEL, Fonds minier	SRCLL
		Création d'une bourse de sous-traitance	
		Renforcement de capacités des PME, PMI Locales	SRCLL
Axes d'interventions (Effet): 32- Insertion des femmes et des jeunes dans toutes les sphères de l'activité minière effective			
321 Relations entre les sociétés minières et les communautés d'accueil mieux établies	Nb de campagnes de sensibilisation réalisées sur la gestion des conflits	Évaluation des relations des sociétés minières et les communautés d'accueil	SRCLL
		Organisation des journées de plaidoyer et de sensibilisation auprès des femmes et filles dans le secteur minier artisanal, les responsables préfectoraux et communaux	SRCLL
		Elaboration, adoption et suivi de la mise en œuvre des Conventions de Développement Local (Con. à l'article 130 du Code Minier)	SRCLL
		Organisation des journées écologiques sur le thème : « Comportements Responsables en Zones Minières »	SRCLL
		Sensibilisation et information des communautés sur la gestion des conflits	SRCLL

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
		Recueil et suivi des plans et programmes de développement communautaire des sociétés minières	SRCLL
		Promotion du traitement et du recyclage par les industries de leurs déchets solides et surtout liquides.	SRCLL
322 Aptitude des femmes et des jeunes à saisir les opportunités d’emplois et d’affaires effective	Nb de femmes et de jeunes ayant eu des opportunités d'emploi ou d'affaires	Identification et Promotion des femmes et des jeunes à forte potentialité dans les zones minières	SGE
323 Femmes et jeunes des localités minières protégés	Nb de femmes et de jeunes protégées Nb de mineurs recensés et protégés	Colloque sur les conséquences de la déscolarisation des couches vulnérables en zones d’exploitation artisanale des mines	SRCLL
		Enquête sur le travail des mineurs dans les mines	SRCLL
		Organisation d’activités de lutte contre la dépravation des mœurs en zones minières	SRCLL
		Sensibilisation des populations riveraines des zones minières sur les IST/VIH/SIDA	SRCLL
		Sensibilisation sur les violences basées sur le Genre dans les zones minières	SGE
324 Formation des femmes et des jeunes en technique de montage et de gestion des projets assurée	Nb de femmes formées par an (200) Nb de jeunes formés par an (200)	Elaboration d'un module de Formation sur le thème "esprit d'entreprise" dans le secteur minier à l'attention des femmes et jeunes dans les zones minières	SGE
		Formation des femmes et jeunes sur le thème "esprit d'entreprise" dans le secteur minier	SGE
325 Assistance technique et financière des coopératives de femmes et de jeunes des zones minières assurée	Nb de GIE de femmes et de jeunes appuyés	Appuyer à la création de groupement d'intérêt économique de femmes et de jeunes dans les zones minières	SGE
		Faciliter les groupements de femmes et de jeunes à l'accès au financement de leurs activités	SGE
326 Femmes et jeunes intellectuels dans les instances de décision des projets et des sociétés minières promus	Nb de textes relatifs au Genre & Equité vulgarisés	Appui à la structuration des corps de métiers pour l'amélioration de leur niveau de compétitivité avec les entreprises minières.	SRCLL
		Etat des lieux en matière d’équité et du genre dans les sociétés minières	SRCLL
		Elaboration d'un répertoire de compétence féminine dans le secteur minier	SGE
		Vulgarisation des textes et lois sur le Genre-Équité	SGE
Axe d'interventions (Effet): 33- Expertise nationale dans le secteur minier renforcée et valorisée			
331 Nombre d’experts nationaux dans les sociétés minières accru	10 experts nationaux recrutés par an	Promotion des experts nationaux au sein des entreprises minières	SRCLL
332 Experts nationaux au même titre que les experts étrangers responsabilisés	10 experts nationaux responsabilisés par an	Suivi de la mise en œuvre du plan de guinéisation des postes dans les sociétés minières conformément aux dispositions du code minier	SRCLL
Axe d'interventions (Effet): 41- Technologies propres dans l’industrie minière implantées			
411 Consommation des ressources naturelles et pollutions des installations minières existantes réduites	Les technologies propres sont promues	Evaluation du niveau de pollution des sociétés minières	DNM
		Promotion de technologies propres auprès des sociétés dans les zones minières	DNM

Actions prioritaires (Extrants)	Indicateurs	Activités	Resp.
412 Procédés de traitement des minerais et technologies propres dans les nouvelles installations minières exigés et effectifs	Volumes de produits dangereux identifiés et gérés	Gestion des produits chimiques toxiques dans les industries minières	DNM
Axes d'interventions (Effet): 42- Protection de la diversité biologique dans les zones minières accrue			
421 Intégrité des écosystèmes fragiles préservée.	Réalisation de l'étude d'impact des activités minières sur les écosystèmes	Réalisation d'une étude d'impact des activités minières sur les écosystèmes dans les zones minières	DNM
		Mise en œuvre des recommandations de l'étude d'impact des activités minières pour la préservation des écosystèmes	DNM
422 Pratiques artisanales minières respectueuses de la diversité des écosystèmes et des espèces adoptées	Un guide est élaboré	Elaboration et adoption d'un manuel de gestion et de préservation des écosystèmes et des espèces	DNM
423 Guide national sur les modalités de mise en œuvre technique des plans de réhabilitation élaboré	Un manuel est élaboré	Elaboration et adoption d'un manuel de gestion des plans de réhabilitation	DNM
424 Sites d'exploitation artisanale épuisés restaurés.	Nb de sites artisanaux restaurés	Mise en place d'un mécanisme de restauration systématique des exploitations artisanales identifiées	DNM
Axes d'interventions (Effet): 43- Évaluation /gestion de risques de catastrophe systématisée			
431 Normes et pratiques environnementales et sociales conformes aux dispositifs prévus dans le Code minier respectées	Les zones à risque pour l'activité minière sont identifiées	Identification des zones à risques pour l'activité minières dans les zones minières	CGS
		Suivi du respect des normes et pratiques environnementales et sociales en vue de prévenir les catastrophes liées	CGS
432 Risques liés à l'exploitation minière maîtrisés	CGS équipé et doté d'outils et de procédures de travail	Equipement du Centre de Géophysique et de Sismologie	CGS
		Élaboration de méthodologies et outils de travail en analyse et évaluation des risques (PNDES)	CGS
433 Phénomènes naturels mettant l'exploitation minière à risque identifiés et suivis.	Nb de cadres formés	Formation des cadres affectés aux Centre de Géophysique et de Sismologie (CGS)	CGS
434 Système d'alerte précoce des risques de catastrophes naturels mis en place	Un réseau de surveillance sismique installé	Acquisition de l'équipement du réseau de surveillance sismique	CGS
		Installation de l'équipement du réseau de surveillance sismique	CGS

3.3. Cadre de mise en œuvre et de suivi-évaluation

3.3.1. Principaux acteurs

La mise en œuvre du PDSM implique la participation de nombreux intervenants appartenant aux différentes directions techniques du MMG, aux unités d'exécution des projets, aux partenaires techniques et financiers (PTF) du ministère, au secteur privé ainsi qu'aux organisations de la société civile opérant dans le secteur minier.

3.3.2. Suivi-évaluation du PDSM et reddition de compte

Tel que prescrit par le PNDES (voir encadré 2), la structure responsable et garante de la mise en œuvre du PDSM est le BSD. L'une des principales activités du BSD, conformément à la Lettre de Mission de la Primature, est précisément d'assurer la surveillance des progrès réalisés dans la mise en œuvre du PDSM. À cette fin, des outils de suivi-évaluation seront mis à disposition pour permettre le suivi continu et l'évaluation périodique du PDSM. De même, un système de rapportage sera implanté sur la base d'un Cadre de Mesure de Rendement (CMR) qui sera élaboré ultérieurement. Ce système permettra de rendre compte à des instances supra, mises en place pour le suivi du PNDES, des performances du Département sur la base des rapports semestriels et annuels qui seront produits. Au niveau ministériel, des tableaux de bord de suivi mensuels et trimestriels permettront de faire le suivi du PAO et d'y apporter les correctifs nécessaires pour assurer l'atteinte des résultats.

Encadré 2 – Le rôle du BSD dans le suivi-évaluation du PDSM

Les BSD sont les chevilles ouvrières du suivi et de l'évaluation au niveau des Ministères. Créés par décret n°/2015/044/PRG/SGG du 27 mars 2015, les BSD ont pour mission d'assurer la coordination de l'ensemble des activités liées à la conception, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de la politique de développement de leur ministère respectif. Ils sont spécifiquement chargés, entre autres : (i) de coordonner l'élaboration de la politique et de la stratégie de développement du Ministère en rapport avec les directions techniques et le Ministère du Plan ; (ii) de définir les objectifs, les stratégies sectorielles en matière de développement sectoriel et d'élaborer les bilans semestriel et annuel d'exécution des volets sectoriels du Plan National de Développement et du Programme d'Investissement ; (iii) d'assurer la coordination des activités des différentes structures de leur département en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation ; et (iv) d'assurer la programmation, le contrôle, le suivi des projets sectoriels d'investissements.

A ce titre, le PNDES assigne aux BSD d'assurer le dialogue sur les performances des actions inscrites dans le Plan au sein de leur ministère, avec les principaux intervenants de leur département à savoir : (i) les directions techniques ; (ii) les unités d'exécution des projets ; (iii) les PTF du ministère ; (iv) le secteur privé ; et (v) les organisations de la société civile, qui opèrent dans les domaines de compétences du département.

Les BSD sont ainsi chargés dans le cadre spécifique de l'animation du DISE : (i) d'élaborer le CMP de leur ministère ; (ii) de coordonner la production des projets de PdA et de RAP de leur ministère ; (iii) d'organiser les revues des performances ministérielles ; (iv) d'assurer la liaison avec le Comité technique de suivi (CTS) ; et (v) de représenter leur département au sein des Groupes thématiques (GTD).

Source : PNDES 2016-2020

Par ailleurs, il est à noter que, comme tout plan de développement, le PDSM se veut dynamique. Un recadrage/ajustement du plan sera fait sur une base annuelle en fonction des résultats issus du suivi-évaluation, pour permettre l'atteinte effective des résultats escomptés.